

# AUTOGESTION ET VOIES DU SOCIALISME

au premier Congrès national des fellahs



« Ils étaient trois mille paysans et ils n'ont pas ménagé leurs critiques ». (Photo Elie Kagan.)

**E**ST-CE le conflit frontalier algéro-marocain qui détourna l'attention de l'opinion publique internationale de cette grande manifestation d'un type peu usité ? Ou bien s'agit-il d'une volonté délibérée de la grande presse de ne pas mettre en relief ces assises révolutionnaires qui s'apparentent de trop près à un congrès des Soviets ? Le premier congrès national des fellahs du secteur autogéré représente pourtant un moment crucial dans l'évolution de l'Algérie nouvelle. Il incarne à la fois un aboutissement et un nouveau départ. Une consolidation d'un acquis révolutionnaire et une relance de l'autogestion qui doit devenir majeure, souveraine pour exister véritablement.

Il consacre l'établissement d'un certain rapport de forces au sein de l'économie et de l'Etat algérien. Il implique une option qui sera au centre des débats entre dirigeants algériens et commandera les regroupements et les lignes de démarcation futures.

## **La démocratie directe**

Le premier congrès national des entreprises agricoles autogérées, qui s'est tenu du 25 au 27 octobre, a été remarquable à bien des égards. Ce fut d'abord une ample démonstration de

démocratie directe, révolutionnaire, qui prend une singulière signification dans un pays où le paysan a toujours été brimé, corvéable à merci et conduit aux urnes sous bonne escorte ; où sa voix n'a jamais été prise en considération même par les partis nationalistes qui prétendaient le représenter.

Le congrès national a été précédé de pré-congrès départementaux qui ont donné lieu à une première confrontation des expériences des fermes autogérées et à une étude des problèmes spécifiques à chaque département. Une totale liberté a présidé à tous les débats. Les critiques ont été acerbes, ne ménageant ni les préfets ni les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture.

Au congrès national étaient représentés tous les présidents des comités de gestion et un délégué élu par cent travailleurs. De l'atmosphère de ce congrès, le correspondant du *Monde* a tracé ce tableau riche en couleurs :

« Spectacle étonnant : trois mille paysans, le teint foncé sous leur turban blanc, un visage à l'image de leur terre ; travaillé, creusé et pétri par l'érosion, cuit par le soleil, labouré de rides. Trois mille vrais paysans assis dans cette salle à écouter des rapports techniques, des chiffres.

*Il n'est pas sûr qu'ils comprennent tous, mais les voir en dit beaucoup plus. Ils sont là, on les appelle « messieurs les congressistes », on leur demande leur avis. Ils ont entre les mains un petit dossier rouge avec des choses très sérieuses dedans. La véritable révolution, c'est cela. Pourquoi s'étonner alors si à chaque fois que le nom de Ben Bella est prononcé ils applaudissent, quitte après à formuler des critiques telles qu'un observateur non averti les classerait parmi les inconditionnels de l'opposition ?*

*Ils ne les ont pas ménagées, leurs critiques. Mal payés, mal approvisionnés, sans matériel ni semences, ils sont venus dire que cela ne pouvait pas durer...*

*Les paysans algériens ne sont pas contents, ils se plaignent, mais ils veulent aller de l'avant. »*

## **Donner son véritable sens à l'autogestion**

De ces difficultés, nul n'en fait mystère. L'important, c'était d'en déceler les origines, de mettre à nu les responsabilités, les incohérences, les erreurs, de libérer les freins volontaires ou involontaires qui entravent l'action des travailleurs.

Le discours d'ouverture de Ben Bella aborda d'emblée le fond du problème :

*« Des obstacles se sont dressés contre le fonctionnement des rapports de travail socialistes dans nos campagnes.... Nous avons constaté que l'administration était mal adaptée aux nouvelles structures socialistes du pays ; que des lenteurs et des obstacles bureaucratiques entravaient l'activité des ouvriers ou compromettaient le résultat de leurs efforts. Nous savons maintenant que le crédit agricole est mal distribué, que souvent le matériel n'est pas laissé à la disposition des producteurs, que la commercialisation des récoltes est défectueuse et que la rémunération des travailleurs en fonction de leur production n'est pas organisée. »*

Ce sont précisément ces questions qui ont été au cœur du débat et qui ont fait l'objet des quatre résolutions adoptées à l'issue du congrès.

— *Crédit agricole* : les anciens organismes de crédit seront profondément transformés pour faire place à une Caisse nationale de crédit agricole, placée sous l'autorité du ministre de l'Agriculture, qui disposera de succursales à l'échelle de l'arrondissement ou de la commune qui seront à même d'accorder les crédits nécessaires au moment voulu.

— *Matériel agricole* : tous les moyens de production seront remis directement aux entreprises en autogestion.

— *Rémunération et répartition du revenu* : une commission nationale fixera la rémunération de base suivant la qualification professionnelle et la répartition des reliquats du revenu de l'exploitation après les prélèvements opérés au profit du Fonds national de réserve et du Fonds national d'investissement.

— *Commercialisation* : création de coopératives d'écoulement et d'approvisionnement ; remise en fonction des stations de conditionnement et de transformation ; participation à la gestion de ces organismes des représentants des entreprises autogérées.

Une même préoccupation se fait jour dans les résolutions : alléger l'intervention bureaucratique de l'Etat ; éliminer les intermédiaires douteux, parasites, donner à l'autogestion son véritable sens. Ces exigences ne peuvent manquer d'avoir de profondes répercussions sur les structures de l'Etat. Il s'agit de définir, en somme, le nouveau rôle, de l'administration.

Ce n'est pas, certes, un petit problème. Mohammed Harbi l'évoque en termes, tranchants dans l'hebdomadaire *Révolution Algérienne* :

*« Les survivances bourgeoises et capitalistes demeurent fortement enracinées dans les services techniques de l'Etat. D'où la tendance à ne voir le progrès du socialisme que dans l'intervention des appareils et leur contrôle étroit sur la production, la commercialisation et la planification. On évoque tour à tour la technicité ou la rentabilité des entreprises pour restreindre les responsabilités des travailleurs agricoles du secteur socialiste. Ces conceptions superficielles ont, dans tous les pays socialistes, abouti à l'échec, car elles oublient que la force déterminante du progrès social demeure l'homme. »*

Ces lignes éclairent bien certaines contradictions actuelles en Algérie. Elles font mieux ressortir combien la tenue de ce premier congrès national des fellahs représentait en soi un succès probant pour les travailleurs. Ce congrès ne pouvait que prendre la tournure d'une vaste manifestation antibureaucratique. C'était libérer une force révolutionnaire prodigieuse.

## **L'esquisse d'un pion**

En clôturant le congrès, Ben Bella s'est engagé, au nom du gouvernement, à appliquer aussi rapidement que possible toutes les mesures qui

venaient d'être adoptées par cette assemblée. Il annonça que le congrès tiendra ses assises régulièrement afin de poursuivre son action et que d'autres congrès réuniront les producteurs de toutes catégories.

Ben Bella ouvrit, enfin, aux congressistes de nouvelles perspectives que l'on peut résumer en quelques points. En premier lieu, la réforme agraire doit être complétée sous peu. Afin « *de limiter la propriété privée à un niveau tel que toute constitution d'une classe privilégiée soit impossible* », une loi fixera la superficie maximum de la propriété privée ou de l'exploitation agricole dont pourra disposer une famille d'agriculteurs. Les superficies excédentaires seront confisquées par l'Etat contre une indemnité fixée par la loi.

Une reconversion de la production agricole est prévue également qui visera à adopter les cultures aux besoins du pays. Près d'un million de jeunes entre quinze et vingt-cinq ans doivent être, ensuite, transférés du secteur agricole dans un autre secteur de production. Il est prévu de les regrouper dans des chantiers de travail où ils seront occupés à construire des routes, des écoles, des hôpitaux, des usines.

Un plan de mobilisation générale pour la production et l'investissement doit voir le jour. Les Algériens privilégiés devront faire d'importants sacrifices au cours de cette période d'austérité de dix à quinze ans qui sera consacrée au relèvement de la production, et du niveau de vie de la masse et à l'industrialisation de l'Algérie.

### Nécessité d'une doctrine économique

Parvenu à ce stade des projets de réalisations économiques, il devient évidemment malaisé et dangereux d'entreprendre des initiatives qui ne procèdent pas d'un plan élaboré avec soin et d'une politique économique mûrement réfléchie. Ce besoin est nettement ressenti dans les milieux responsables, mais le problème est plus délicat en ce qui concerne le choix de la doctrine. Le fonctionnement de l'autogestion, notamment, doit être inséré et doit trouver sa justification dans cette doctrine sans quoi cette expérience

connaîtra les pires aléas..

*Révolution Africaine*, dans son numéro du 26 octobre, a publié un article très remarqué à ce sujet qui précise d'emblée que « *la doctrine économique indispensable pour la reconstruction socialiste du pays doit s'inspirer du marxisme, sinon se confondre avec lui* ».

Après avoir souligné l'urgence de recourir à une doctrine scientifique sous peine de crises, d'échecs et de gaspillages inutiles, l'article fait valoir que les expériences économiques réalisées en U.R.S.S. et dans d'autres Etats ouvriers doivent être assimilées de manière critique et peuvent donner lieu à une création spécifique supérieure. Il indique à ce sujet qu'il « *est maintenant pratiquement prouvé qu'une étatisation générale de l'économie, centralement et autoritairement dirigée, est néfaste et aboutit vite à la bureaucratization et à la sclérose de l'économie. Le cas est particulièrement frappant dans le domaine de l'agriculture où, nulle part, la collectivisation générale et forcée n'a donné de résultats économiques dignes du socialisme* ».

Poursuivant son analyse, l'article rappelle que tous les Etats ouvriers passent en réalité par une période préparatoire au socialisme qui doit combiner nationalisations, planifications et méthodes du marché, puis il conclut :

« *Nous, croyons fermement que la meilleure combinaison de ces éléments est réalisée non pas dans le système de l'économie étatisée dirigée d'en haut, autoritairement, par l'Etat-patron, mais par le système de l'autogestion... L'autogestion est un système qui permet, dans le cadre des objectifs généraux d'une économie planifiée, de préserver les deux facteurs essentiels d'une productivité ascendante : l'intéressement direct moral et matériel du producteur à son travail.* »

Nous n'empruntons pas seulement ces longues citations parce qu'elles sont très proches de nos propres conceptions en matière d'édification du socialisme, mais parce qu'elles révèlent, sur un autre plan, le mûrissement révolutionnaire qui s'accomplit à l'intérieur des différentes couches sociales en Algérie.

A. D.

## Vers le Congrès F.L.N.

**B** IEN des hypothèses ont été avancées en marge des tractations qui viennent d'avoir lieu entre Ben Bella et certains dirigeants opposants à des degrés divers. Il a été question de retournements d'alliances, de « pauses », de « cours nouveau » et d'autres choses encore.

Il n'est peut-être pas inutile de se référer à l'interprétation fournie par Ben Bella de ces événements. En réponse à des questions très précises de l'envoyé spécial de « Libération », le Président algérien répondit : « *Mon principal souci est que l'appareil d'Etat soit réorganisé de manière à être en contact plus direct avec le parti F.L.N. et les organisations nationales et surtout avec les masses en mouvement... Quel sera le but principal du congrès du F.L.N. ? Développer le programme d'une inspiration déjà socialiste de Tripoli en intégrant toutes les expériences, déjà si fécondes, de l'autogestion. Par quels moyens atteindre ce but ? Par la mise en place de nouvelles structures plus efficaces, plus véritablement révolutionnaires.* »

A la question, si l'on pouvait parler d'un temps de repos après un temps de mouvement, Ben Bella répondit catégoriquement non. Il s'agit simplement, ajouta-t-il, de structurer et de rationaliser l'acquis révolutionnaire. Des initiatives prochaines, dans le domaine industriel notamment, montreront que le mouvement continue.

Concernant, enfin, un nouveau regroupement éventuel des forces politiques algériennes, Ben Bella s'exprima comme suit : « *L'essentiel, à mes yeux, est de renforcer la révolution algérienne en cadres et en militants de valeur. A la suite de la crise de l'été dernier, certains éléments révolutionnaires sincères ne disposaient pas de tous les éléments d'appréciation désirables pour juger de tous les problèmes. Il est souhaitable qu'ils travaillent désormais dans le cadre du parti et de l'Etat,*

*mais en tout état de cause il n'y aura aucun compromis dont la révolution ferait les frais.* »

Ce besoin de regrouper les forces politiques est particulièrement ressenti aujourd'hui, au lendemain du congrès des paysans, en fonction de la nécessité de restructurer l'Etat pour l'adapter aux nouvelles tâches. Il n'est plus possible de différer la construction d'un puissant parti qui sera seul à même de contrecarrer l'esprit bureaucratique qui sévit dans l'administration et d'élever le niveau de conscience des masses.

Le congrès du F.L.N. revêtira une importance capitale pour les destinées de l'Algérie nouvelle. Il doit, à la fois, consacrer un meilleur rassemblement des forces, consolider le présent et préparer un nouveau bond en avant. En un mot, ouvrir la voie au socialisme.

Tout ceci n'ira pas sans encombre. La composition de la commission de préparation du Congrès n'est agréée ni par Ait Ahmed, ni par Khider, ni par Robert Bitat. C'est qu'il s'agit, en vérité, de donner naissance à un nouveau parti, le F.L.N. ne pouvant être considéré comme tel jusqu'à présent.

Il était un rassemblement, un front unique, un instrument de guerre. Il n'a pas d'autre vocation, au stade actuel, que de devenir une formation socialiste, quelles que soient les nuances dont on voudra assortir ce choix.

Compte tenu du rôle décisif qui sera imparti au F.L.N., la lutte pour sa direction sera chaude et les principaux dirigeants voudront disposer d'atouts sûrs dans sa préparation.

On doit se féliciter, en tout cas, qu'un accord ait pu être conclu avec l'opposition kabyle, qu'un affrontement sanglant ait pu être évité, que Boudiaf et les autres emprisonnés politiques aient été libérés.

C'est une grande victoire pour le mouvement algérien, c'est un gage de nouveaux succès et du renforcement de la révolution algérienne.

# ADDIS-ABEBA

## *Un temps de réflexion*

**L**ES trente-deux ministres des Affaires étrangères des pays africains sont donc parvenus à clôturer leur ordre du jour avec un jour d'avance sur l'horaire prévu. Ce n'est pas sans appréhension qu'ils ont abordé cette session spéciale consacrée au règlement du différend frontalier algéro-marocain. Ce règlement, dans le cadre de l'O.U.A., représente, à coup sûr, une victoire pour les pays africains appelés, désormais, à aplanir leurs propres difficultés en dehors de l'ingérence des grandes puissances étrangères. Mais c'était, en même temps, mettre à rude épreuve un organisme encore fragile, frais émoulu.

On a cherché, dans ces conditions, à tourner la difficulté en éludant la discussion sur le fond et en se bornant à désigner la commission d'arbitrage prévue par le protocole de Bamako. Cette commission

rapportera ses conclusions en février prochain, ce qui laisse une marge de réflexion suffisante et permettra peut-être l'aboutissement de négociations directes entre Rabat et Alger.

En marge de cette conférence, on a assisté à l'inauguration du Parlement au Maroc, et à l'ouverture, par Ben Bella, des travaux de la commission chargée de la préparation du congrès du F.L.N. qui se tiendra dans un délai maximum de cinq mois. Ces deux événements, bien que d'une nature et d'une signification différentes, représentent une étape importante dans la vie politique des deux pays voisins et ont ceci de commun qu'ils tendent à l'instauration d'un nouvel équilibre des forces sociales et politiques qui s'affrontent dans chacun des pays.

**A. Durez.**

# MAROC : une façade démocratique

**S**'IL faut en croire « Le Figaro », en inaugurant le 18 novembre le Parlement, le roi Hassan II a ouvert une ère démocratique nouvelle au Maroc. Et de nous vanter la générosité de ce souverain avisé qui a accepté de sa propre volonté de se dessaisir d'un certain nombre de ses attributions législatives que les diverses dynasties marocaines exerçaient depuis près de douze siècles.

Cette optique euphorique a l'inconvénient de ne pas être partagée par les partis d'opposition et les syndicats marocains qui sont payés pour savoir de quoi ils parlent. Le parti istiqlal, qui ne sacrifie guère au progressisme, a déclaré qu'il refusait de participer « en tant que parti » aux travaux d'un Parlement qu'il qualifie d'illégitime. Il dénonce les élections truquées et ne veut accepter « de cautionner une fausse démocratie ». Il demande néanmoins à ses élus d'assister aux séances parlementaires.

L'U.N.F.P., durement atteint par la répression qui s'abat sur le mouvement depuis le mois de juillet, semble adapter une position semblable à celle de l'Istiqlal, et qui consiste à dénoncer la façade pseudo-démocratique d'institutions parlementaires taillées sur mesure tout en utilisant cette tribune pour intensifier l'opposition au régime.

Quant à la centrale syndicale — l'U.M.T. — elle voit dans le Parlement « un instrument de l'absolutisme » et elle recommande le boycott de ces Chambres après avoir préconisé le boycott des élections.

La question qui se pose maintenant est de savoir qui tirera le meilleur profit de nouvelles institutions : renforceront-elles à terme les positions de la monarchie ou celles des partis d'opposition?

La tentative de Hassan II de se façonner une devanture démocratique en empruntant au style gaullien n'a pas été payante en ce qui concerne les

masses marocaines. Une multitude d'expériences a prouvé que l'absence d'élections était moins explosive dans ses effets que des élections truquées. Au surplus, en dépit de ses manipulations, le parti du roi, en lequel « Le Figaro » voit l'équivalent de l'U.N.R., a subi un échec en ne parvenant pas à remporter la majorité des sièges. La plupart des ministres ne furent pas élus.

Aux élections du mois de mai succéda l'attaque en règle contre les dirigeants de l'U.N.F.P. du 19 juillet, suivie d'une répression forcenée touchant tous les cadres de ce mouvement à travers le pays. Certains évaluent le nombre des prisonniers

politiques de 5.000 à 10.000. Bon nombre d'entre eux ont été atrocement torturés. Le 23 novembre doit s'ouvrir le procès des dirigeants de l'U.N.F.P. qui a été instruit dans l'arbitraire le plus complet.

Qui pourrait être convaincu, dans ces conditions, de la sincérité des aspirations démocratiques de Hassan II. On s'y laissera peut-être prendre dans certaines chancelleries occidentales, mais le peuple marocain peut difficilement mordre à cet hameçon. Si bien que l'on peut légitimement se demander si au lieu de désarmer l'opposition, le roi ne lui a pas fourni de nouvelles armes.